

Bien-être professionnel dans les systèmes éducatifs européens : Les partenaires sociaux de l'éducation face à l'impact durable de la crise du COVID-19

Résumé exécutif

Le projet de recherche APRES COVID, cofinancé par la Commission européenne et mis en œuvre par le Comité syndical européen de l'éducation (CSEE) et la Fédération européenne des employeurs de l'éducation (FEEE), propose une analyse approfondie de l'impact à long terme de la crise du COVID-19 sur le bien-être professionnel dans le secteur de l'éducation. S'appuyant sur des revues de littérature, une enquête européenne et des études de cas en Slovaquie, au Portugal et à Malte, l'étude identifie les risques psychosociaux professionnels (RPS) affectant le personnel éducatif et met en lumière la manière dont le dialogue social et l'action conjointe peuvent soutenir une reprise durable.

Principaux constats : augmentation des risques psychosociaux pendant et après la crise. Les éducateurs ont connu une intensification de la charge de travail, une frontière floue entre vie professionnelle et vie privée, un stress accru et un risque plus élevé d'épuisement professionnel. La fermeture des écoles et la transition vers l'enseignement en ligne et hybride ont révélé d'importantes disparités d'accès aux technologies et aux compétences numériques. Si de nombreux enseignants se sont adaptés, la rapidité du changement a généré un « technostress », notamment chez ceux ayant peu d'expérience préalable. Cette transformation a aussi laissé un héritage positif : compétences numériques renforcées, méthodes d'enseignement plus flexibles et intégration accrue des outils numériques, qui continuent d'améliorer les pratiques pédagogiques après la pandémie.

La pandémie a également mis en évidence des défis existants : attractivité décroissante du métier, pénurie de personnel, érosion de l'équilibre vie professionnelle/vie privée. La majorité des enseignants européens, principalement des femmes, ont aussi assumé davantage de responsabilités familiales, les rendant particulièrement vulnérables au stress et à l'épuisement. Ces pressions persistent après la réouverture des écoles, impactant la charge de travail, les attentes de disponibilité numérique et la santé mentale des professionnels. Cela a aussi des répercussions économiques : selon l'OCDE, les problèmes de santé mentale liés au travail coûtent à l'UE environ 600 milliards d'euros par an (baisse de productivité, absentéisme, présentéisme, dépenses de santé). Sans réformes systémiques, la pénurie risque de s'aggraver.

La crise a aussi révélé l'importance centrale du bien-être des enseignants pour la qualité de l'éducation et les résultats des élèves. Lorsque les enseignants souffrent de stress ou

d'épuisement, la performance et le bien-être des élèves diminuent. À l'inverse, des enseignants soutenus créent des environnements d'apprentissage inclusifs et résilients. Le bien-être professionnel est donc une condition essentielle de la réussite et de l'équité éducatives.

Le rapport identifie aussi des évolutions positives : accélération de la numérisation, pratiques innovantes, débat sur l'investissement public dans l'éducation. De nombreux établissements ont adopté de nouveaux outils numériques, améliorant communication, accessibilité et collaboration. Les solutions hybrides pour les réunions parents-professeurs, le partage de ressources et la formation continue flexible ont accru l'efficacité et l'inclusion. La crise a renforcé la nécessité d'un dialogue social fort entre syndicats et employeurs, pour que la voix des enseignants soit entendue dans l'élaboration des politiques de résilience et de reprise.

Ces constats soulèvent des questions sur la durabilité à long terme d'une profession de qualité en Europe. Si les conditions de travail ne sont pas traitées, la qualité et la continuité de l'éducation sont menacées. La pénurie d'enseignants risque d'aggraver la situation, d'augmenter la taille des classes et la pression sur les personnels restants. Si la profession n'attire plus de nouveaux talents ni ne retient les expérimentés, le système éducatif pourrait entrer dans une spirale négative. Les problèmes révélés par la crise ne sont pas nouveaux, mais structurels. Sous-investissement, intensification du travail et soutien inégal existaient déjà. La crise a montré que conditions de travail et santé mentale sont indissociables de la qualité de l'éducation. Le bien-être et l'engagement des enseignants sont la base de la réussite des élèves et de la résilience des systèmes éducatifs.

Protéger la santé psychosociale des professionnels de l'éducation n'est donc pas qu'une question de bien-être au travail. Les partenaires sociaux sont conscients des défis et agissent pour les relever. Ils sont bien placés pour dialoguer, mettre en avant les enjeux et influencer les politiques. Ils jouent aussi un rôle d'avocats, sensibilisant aux risques psychosociaux et à l'équilibre vie professionnelle/vie privée. Répondre à ces défis complexes exige une action coordonnée et un engagement fort en faveur de l'investissement dans l'éducation.

Le métier d'enseignant a toujours été exigeant intellectuellement, émotionnellement et psychologiquement, mais aussi gratifiant. Il requiert expertise, qualités humaines, empathie, curiosité et apprentissage continu. Avec l'augmentation des attentes, il faut aussi renforcer les moyens.